



Coopération au développement fructueuse avec la Bulgarie et la Roumanie

Depuis dix ans, la Suisse verse une contribution à l'élargissement de l'UE qui bénéficie aussi à la Bulgarie et à la Roumanie. De nombreux projets sont réalisés par ce biais dans le but de réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE et au sein de ces deux pays. Les projets en question sont également intéressants pour des sociétés suisses. Le Secrétariat d'État à l'économie et la Direction du développement et de la coopération ont tiré un bilan positif, à l'occasion d'une conférence de presse.

Non, ce n'est pas une vision: depuis 2017, des trams de 1990 aux couleurs des transports publics bâlois circulent à Sofia, la capitale bulgare. Il ne s'agit pas d'un coup publicitaire de Bâle tourisme – quand bien même ces trams font quelque part de la publicité pour la Suisse. En réalité, à Bâle, ces trams auraient été mis au rebut depuis longtemps, alors qu'à Sofia, ils remplacent les tramways décrépits de l'ère soviétique. Grâce à un concept de transport élaboré conjointement avec la Suisse, ils contribuent ainsi à améliorer l'offre en matière de transports publics de la capitale bulgare.

Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, tiré des neuf projets et dix fonds thématiques (vingt-trois projets partiels) qui ont pu être mis en œuvre en Bulgarie au cours des dix dernières années grâce à la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE. En Roumanie, par exemple, on compte même dix-sept projets et sept fonds thématiques (quarante-quatre projets partiels), qui sont

financés jusqu'à fin 2019.

LA CONTRIBUTION SUISSE À L'ÉLARGISSEMENT OUVRE DES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

Dans le cadre d'une conférence de presse, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) et la Direction du développement et de la coopération (DDC) ont annoncé que la plupart des projets améliorent effectivement la sécurité publique et sociale. Si on considère l'ensemble des projets, la promotion de la croissance économique ainsi que l'amélioration des conditions de travail et de la protection de l'environnement figurent également en bonne place. À titre d'exemple, la Suisse a participé en Roumanie, à hauteur de 24,5 millions de francs, à un fonds en faveur de PME actives dans huit secteurs sélectionnés qui, sans cela, n'auraient guère accès au marché du crédit. Ce soutien a ainsi permis de créer, ou de préserver quelque 3000 emplois. Les crédits remboursés retournent dans le fonds et sont ainsi disponibles pour de nouveaux crédits. Quelque 80 PME ont par ailleurs effectué des formations dans les domaines du marketing et du management. De tels projets sont aussi dans l'intérêt de la Suisse, car ils ouvrent des perspectives professionnelles à la population à l'échelle nationale, tout réduisant l'immigration dans notre pays. Dans le domaine des marchés publics, la Suisse a en outre soutenu la Bulgarie pour l'élaboration d'un manuel destiné aux autorités en vue de l'application de critères de durabilité dans le domaine des appels d'offres publics.

L'ÉCONOMIE SUISSE BÉNÉFICIE ÉGALEMENT DE LA COLLABORATION

Les projets permettent aux entreprises suisses de nouer des contacts et tisser une relation de confiance. Deux conditions indispensables pour intensifier les relations économiques entre les deux pays. Ces dernières années, des entreprises suisses se sont implantées en Bulgarie et en Roumanie. La balance commerciale de la Suisse avec ces deux États membres de l'UE est positive. En 2018, les entreprises suisses ont exporté, vers la Roumanie et la Bulgarie, des biens et des services pour un montant de plus de 1,3 milliard de francs. À cela s'ajoutent des investissements se chiffrant en milliards, avec lesquels elles contribuent aussi de manière significative à développer l'économie locale. En Roumanie, la Suisse est le 8^e investisseur étranger avec 2,54 milliards d'euros et le 10^e en Bulgarie avec 1,44 milliards d'euros. Si bien qu'aux yeux de l'économie suisse, le bilan pour la contribution à l'élargissement ces dix dernières années est clairement positif autant pour la Suisse que pour les États bénéficiaires.